

Art. 2. De amendementen bij het Verdrag bedoeld in het eerste artikel, die met toepassing van artikel 33, paragraaf 5, van dat Verdrag zullen worden aangenomen, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 245-1. — Verslag, nr. 245-2. — Vergaderingsamendement, nr. 245-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 30 mei 2006.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2961

[2006/202532]

23 JUNI 2006. — Arrêté ministériel définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 19 décembre 2002 et par les décrets-programmes des 18 décembre 2003 et 3 février 2005, notamment les articles 33 et 34, 2°;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par les décrets-programmes des 18 décembre 2003 et 3 février 2005, notamment l'article 33;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 27, § 1^{er};

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 31, § 1^{er};

Vu l'avis CD-5i06-CWaPE-102 de la CWaPE du 13 septembre 2005;

Vu l'avis 40.326/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2006 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté assure partiellement la transposition des Directives 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE et 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement de leur article 3, conformément, respectivement, à leurs articles 30, paragraphe 3 et 33.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° "décret gaz" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

Art. 3. Toute personne relevant des catégories visées aux points 1^o, 2^o, 4^o et 6^o de l'article 33, § 1^{er}, du décret électricité transmet, à son fournisseur d'électricité ou de gaz le document repris à l'annexe I^{re} du présent arrêté, dûment complété par le Centre public d'Action sociale et accompagné des attestations justificatives. Ce document doit être renouvelé une fois par an.

Art. 4. Toute personne relevant de la catégorie visée au point 5^o de l'article 33, § 1^{er} du décret électricité transmet à son fournisseur d'électricité ou de gaz le document repris à l'annexe II du présent arrêté dûment complété soit par le Centre public d'Action sociale, soit par un service de médiation de dettes agréé par la Région wallonne, soit par le médiateur de dettes désigné dans le cadre de l'article 1675/17 du Code judiciaire. Les attestations justificatives sont jointes au document. Ce document doit être renouvelé une fois par an.

Art. 5. Toute personne relevant de la catégorie visée au point 3° de l'article 33, § 1^{er} du décret électricité transmet à son fournisseur d'électricité ou de gaz le document repris à l'annexe III du présent arrêté dûment complété soit par l'administration communale ou l'Office national des Pensions pour les personnes bénéficiant de la garantie de revenu aux personnes âgées (GRAPA), soit par l'administration communale ou le Centre public d'Action sociale pour les personnes percevant une allocation pour personne handicapée conformément aux points *b, c, d, e* et *f* de l'article 33 susmentionné. Les attestations justificatives sont jointes au document. Ce document est à renouveler tous les cinq ans.

Art. 6. Dans la mesure où le client protégé est fourni par le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre de l'article 9 du décret électricité et/ou de l'article 9 du décret gaz, les documents visés aux articles 3 à 5 sont transmis au gestionnaire de réseau de distribution.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Namur, le 23 juin 2006.

A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

**Document attestant de la qualité de client protégé
à transmettre annuellement au fournisseur d'électricité ou de gaz**

I. Coordonnées du client :

Nom : Prénom :

Rue : N°

CP : Localité :

Tél :

II. Coordonnées du Centre public d'Action sociale :

Personne responsable :

Téléphone : Fax : e-mail :

Cachet :

Certifie que Monsieur et/ou Madame

bénéficie de la qualité de client protégé au sens de la réglementation wallonne.

Cette attestation est valable un an à dater de sa signature.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Sont joints au présent document :

A. Une copie de la décision d'octroi du revenu d'intégration social.

B. Une copie de la décision octroyant une avance sur une prestation visée aux points 1°, 2° et 3° du § 1^{er} de l'article 33 du décret électricité.

C. Une copie de la décision d'octroi d'un secours partiellement ou totalement pris en charge par l'Etat fédéral.

D. En cas de décision d'octroi des revenus ci-dessus pour l'ascendant, le descendant vivant sous le même toit ou le cohabitant veuillez joindre aussi une composition de ménage fournie par votre administration communale.

Application du TARIF SOCIAL SPECIFIQUE

Si le client bénéficie des allocations reprises aux points *A, B* ou *D*, il bénéficie de la fourniture d'électricité et/ou de gaz aux prix maximaux sociaux établis conformément à l'arrêté ministériel du 15 mai 2003 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire et/ou de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2003 portant fixation des prix maximaux sociaux pour la fourniture de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire.

Pour les clients bénéficiant de l'allocation reprise au point *C*, seules les personnes inscrites au registre des étrangers avec une autorisation de séjour illimitée peuvent bénéficier de cette fourniture aux prix maximaux.

Toutefois, dès lors que le client protégé, quel que soit sa qualité, est alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre de l'article 9 du décret électricité et/ou de l'article 9 du décret gaz, il bénéficie de la fourniture d'électricité et/ou de gaz aux prix maximaux sociaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Namur, le 23 juin 2006.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE II

**Document attestant de la qualité de client protégé
à transmettre annuellement au fournisseur d'électricité ou de gaz**

I. Coordonnées du client :

Nom : Prénom :
 Rue : N°
 CP : Localité :
 Tél :

II. Coordonnées :

- du Centre public d'Action sociale;
- du service de médiation de dettes agréé par la Région wallonne;
- du médiateur de dettes désigné dans le cadre de l'article 1675/17 du Code judiciaire.

Personne responsable :

Téléphone : Fax : e-mail :

Cachet :

Certifié que Monsieur et/ou Madame

bénéficie de la qualité de client protégé au sens de la réglementation wallonne.

Cette attestation est valable un an à dater de sa signature.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Sont joints au présent document :

- A. Une copie de la décision de mise sous guidance éducative de nature financière.
- B. Une copie de l'attestation relative à la médiation de dettes.
- C. Une copie de la décision d'admissibilité du règlement collectif de dettes.

Application du TARIF SOCIAL SPECIFIQUE

Si le client est alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre de l'article 9 du décret électricité et/ou de l'article 9 du décret gaz, il bénéficie de la fourniture d'électricité et/ou de gaz aux prix maximaux sociaux établis conformément à l'arrêté ministériel du 15 mai 2003 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire et/ou de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2003 portant fixation des prix maximaux sociaux pour la fourniture de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Namur, le 23 juin 2006.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE III

**Document attestant de la qualité de client protégé
à transmettre tous les cinq ans au fournisseur d'électricité ou de gaz**

I. Coordonnées du client :

Nom : Prénom :
 Rue : N°
 CP : Localité :
 Tél :

II. Coordonnées :

- du Centre public d'Action sociale;
- de l'administration communale;
- de l'Office national des Pensions;
- du SPF Sécurité sociale;
- Ministère des Affaires sociales.

Personne responsable :

Téléphone : Fax : e-mail :

Cachet :

Certifié que Monsieur et/ou Madame

- bénéficie de la qualité de client protégé au sens de la réglementation wallonne;
- bénéficie de la fourniture d'électricité aux prix maximaux (tarif social spécifique) établis conformément à l'arrêté ministériel du 15 mai 2003 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire et/ou de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2003 portant fixation de prix maximaux sociaux pour la fourniture de gaz naturel aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire.

Cette attestation doit être transmise au fournisseur tous les cinq ans.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Sont joints au présent document :

A. Une copie de la décision d'octroi du revenu garantie aux personnes âgées et/ou de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA).

B. Une copie de la décision du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (Vierge noire) octroyant une allocation de remplacement de revenus.

C. Une copie de la décision du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (Vierge noire) octroyant une allocation d'intégration en tant qu'handicapé appartenant aux catégories II, III ou IV.

D. Une copie de la décision du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (Vierge noire) octroyant une allocation d'aide aux personnes âgées.

E. Une copie de la décision du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (Vierge noire) octroyant une allocation de handicapé à la suite d'une incapacité permanente de travail ou une invalidité d'au moins 65 %.

F. Une copie de la décision du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (Vierge noire) octroyant une allocation pour l'aide d'une tierce personne.

G. En cas de décision d'octroi des revenus ci-dessus pour l'ascendant, le descendant vivant sous le même toit ou le cohabitant veuillez joindre aussi une composition de ménage fournie par votre administration communale.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Namur, le 23 juin 2006.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2961

[2006/202532]

23. JUNI 2006 — Ministerialerlass zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 und die Programmdekrete vom 18. Dezember 2003 und 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 33 und 34 2°;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch die Programmdekrete vom 18. Dezember 2003 und 3. Februar 2005, insbesondere Artikel 33;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 27 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere Artikel 31 § 1;

Aufgrund des am 13. September 2005 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" ("CWAPE") (Wallonische Kommission für Energie) CD-5i06-CWAPE;

Aufgrund des am 22. Mai 2006 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.326/4 des Staatsrats,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Umsetzung der Richtlinien 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG und 2003/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Gasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG, insbesondere ihr Artikel 3, gemäß ihrem Artikel 30 § 3 bzw. 33 gewährleistet.

Art. 2 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Gasdekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts.

Art. 3 - Jede Person, die den Kategorien nach Pos. 1°, 2°, 4° und 6° des Artikel 33 § 1 des Elektrizitätsdekrets angehört, übermittelt ihrem Strom- oder Gasversorger das Dokument nach Anlage I des vorliegenden Erlasses, nachdem es vom öffentlichen Sozialhilfzentrum ordnungsgemäß ausgefüllt worden ist, und ihm die entsprechenden Belege beigelegt worden sind. Dieses Dokument muss einmal pro Jahr erneuert werden.

Art. 4 - Jede Person, die der Kategorie nach Pos. 5° des Artikel 33 § 1 des Elektrizitätsdekrets angehört, übermittelt ihrem Strom- oder Gasversorger das Dokument nach Anlage II des vorliegenden Erlasses, nachdem es entweder vom öffentlichen Sozialhilfzentrum, von einer von der Wallonischen Region anerkannten Schuldenvermittlungsstelle oder von dem im Rahmen von Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches bestimmten Schuldenvermittler ordnungsgemäß ausgefüllt worden ist. Die entsprechenden Belege werden dem Dokument beigelegt. Dieses Dokument muss einmal pro Jahr erneuert werden.

Art. 5 - Jede Person, die der Kategorie nach Pos. 3° des Artikel 33 § 1 des Elektrizitätsdekrets angehört, übermittelt ihrem Strom- oder Gasversorger das Dokument nach Anlage III des vorliegenden Erlasses, nachdem es entweder von der Gemeindeverwaltung oder dem Landespensionsamt für die Personen, die über das garantierte Einkommen für Betagte ("GRAPA") verfügen, oder aber von der Gemeindeverwaltung oder dem öffentlichen Sozialhilfezentrum für die Personen, die eine Behindertenbeihilfe erhalten, in Übereinstimmung mit Art. 33, Buchstaben *b, c, d, e* und *f* ordnungsgemäß ausgefüllt worden ist. Die entsprechenden Belege werden dem Dokument beigefügt. Dieses Dokument muss alle 5 Jahre erneuert werden.

Art. 6 - In dem Maße, wo der geschützte Kunde vom Betreiber eines Versorgungsnetzes im Rahmen des Artikels 9 des Elektrizitätsdekrets und/oder des Artikels 9 des Gasdekrets beliefert wird, werden die in Artikeln 3 bis 5 erwähnten Dokumente dem Betreiber des Versorgungsnetzes übermittelt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung in Kraft.

Namur, den 23. Juni 2006

A. ANTOINE

ANLAGE I

**Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde,
das jährlich dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln ist**

I. Personalien des Kunden:

Name: Vorname:

Straße: Nr.:

PLZ: Gemeinde:

Tel.:

II. Anschrift des öffentlichen Sozialhilfezentrums:

Verantwortliche(r):

Telefon: Fax: E-Mail:

Stempel:

Bestätigt, dass Herr/Frau
im Sinne der Wallonischen Gesetzgebung als geschützter Kunde anzusehen ist.

Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Unterzeichnung

Der Kunde ist verpflichtet, den Strom- bzw. Gasversorger innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren.

Beilagen:

A. Eine Abschrift des Beschlusses zur Gewährung des sozialen Integrationseinkommens.

B. Eine Abschrift des Beschlusses zur Gewährung eines Vorschusses für eine unter 1°, 2° und 3° des § 1 von Artikel 33 des Elektrizitätsdekrets erwähnten Leistung.

C. Eine Abschrift des Beschlusses zur Gewährung einer Beihilfe, die teilweise oder völlig vom Föderalstaat übernommen wird.

D. Im Falle eines Beschlusses zur Gewährung der oben erwähnten Einkünfte zu Gunsten des Verwandten in aufsteigender Linie, des unter demselben Dach lebenden Verwandten in absteigender Linie oder des zusammenwohnenden Partners, werden Sie gebeten, ebenfalls eine von Ihrer Gemeindeverwaltung ausgestellte Haushaltszusammensetzung beizufügen.

Anwendung des SPEZIFISCHEN Sozialtarifs

Wenn der Kunde unter A, B oder D erwähnte Leistungen erhält, zahlt er für die Lieferung von Strom und/oder Gas die sozialen Höchstpreise, berechnet in Übereinstimmung mit dem Ministerialerlass vom 15. Mai 2003 zur Festlegung der Höchstpreise für die Stromlieferung an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage und/oder dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2003 zur Festlegung der sozialen Höchsttarife für die Lieferung von Erdgas an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage.

Was die Kunden angeht, die die unter C erwähnte Leistung erhalten, können nur die im Fremdenregister eingetragenen Personen, die über eine unbegrenzte Aufenthaltsgenehmigung verfügen, diese Lieferung zu den Höchstpreisen erhalten.

Sobald der geschützte Kunde unabhängig von seiner Eigenschaft jedoch vom Betreiber eines Versorgungsnetzes im Rahmen des Artikels 9 des Elektrizitätsdekrets und/oder des Artikels 9 des Gasdekrets beliefert wird, wird ihm die Strom- und/oder Gaslieferung zu den sozialen Höchstpreisen berechnet.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2006

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE II

**Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde,
das jährlich dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln ist**

I. Personalien des Kunden:

Name: Vorname:

Straße: Nr.:

PLZ: Gemeinde:

Tel.:

II. Anschrift:

- des öffentlichen Sozialhilfezentrums;
- der von der Wallonischen Region zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle;
- des im Rahmen von Art. 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches bestimmten Schuldenvermittlers.

Verantwortliche(r).

Telefon: Fax: E-Mail:

Stempel:

Bestätigt, dass Herr/Frau

im Sinne der Wallonischen Gesetzgebung als geschützter Kunde anzusehen ist.

Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von 1 Jahr ab dem Datum ihrer Unterzeichnung.

Der Kunde ist verpflichtet, den Strom- bzw. Gasversorger innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren.

Beilagen:

- A. Eine Abschrift des Beschlusses zur finanziellen Erziehungsbetreuung.
- B. Eine Abschrift der Bescheinigung bezüglich der Schuldenvermittlung.
- C. Eine Abschrift des Beschlusses zur Zulässigkeit der kollektiven Schuldenregelung.

Anwendung des SPEZIFISCHEN SOZIALTARIFS

Wird der Kunde vom Betreiber des Versorgungsnetzes im Rahmen des Artikels 9 des Elektrizitätsdekrets und/oder des Artikels 9 des Gasdekrets beliefert, wird ihm die Strom- und/oder Gaslieferung zu den sozialen Höchstpreisen berechnet, die in Übereinstimmung mit dem Ministerialerlass vom 15. Mai 2003 zur Festlegung der Höchstpreise für die Stromlieferung an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage und/oder dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2003 zur Festlegung der sozialen Höchsttarife für die Lieferung von Erdgas an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage festgelegt werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2006

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

ANLAGE III

**Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde,
das alle fünf Jahre dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln ist**

I. Personalien des Kunden:

Name: Vorname:

Straße: Nr.:

PLZ: Gemeinde:

Tel.:

II. Anschrift:

- des öffentlichen Sozialhilfezentrums;
- der Gemeindeverwaltung;
- des Landespensionsamtes;
- des föderalen öffentlichen Dienstes Sozialsicherheit;
- des Ministeriums der sozialen Angelegenheiten.

Verantwortliche(r).

Telefon: Fax: E-Mail:

Stempel:

Bestätigt, dass Herr/Frau

- im Sinne der Wallonischen Gesetzgebung als geschützter Kunde anzusehen ist.
- für die Lieferung von Strom die Höchstpreise zahlt (spezifischer Sozialtarif) in Übereinstimmung mit dem Ministerialerlass vom 15. Mai 2003 zur Festlegung der Höchstpreise für die Stromlieferung an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage und/oder dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2003 zur Festlegung der sozialen Höchsttarife für die Lieferung von Erdgas an geschützte Haushaltskunden mit geringem Einkommen oder in einer prekären Lage.

Diese Bescheinigung ist dem Lieferanten alle fünf Jahre zu übermitteln.

Der Kunde ist verpflichtet, den Strom- bzw. Gasversorger innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren.

Beilagen:

A. Eine Abschrift des Beschlusses zur Gewährung des garantierten Einkommens für Betagte ("GRAPA").

B. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministeriums der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt ("Vierge noire") zur Gewährung einer Einkommensersatzbeihilfe.

C. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministeriums der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt ("Vierge noire") zur Gewährung einer Eingliederungsbeihilfe für Behinderte der Kategorien II, III oder IV.

D. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministeriums der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt ("Vierge noire") zur Gewährung einer Beihilfe zur Unterstützung von Betagten.

E. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministerium der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt ("Vierge noire") zur Gewährung einer Behindertenbeihilfe anschließend an eine bleibende Arbeitsunfähigkeit oder eine Invalidität von mindestens 65%.

F. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministeriums der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt ("Vierge noire") zur Gewährung einer Beihilfe für die Unterstützung einer Drittperson.

G. Im Falle eines Beschlusses zur Gewährung der oben erwähnten Einkünfte zu Gunsten des Verwandten in aufsteigender Linie, des unter demselben Dach lebenden Verwandten in absteigender Linie oder des zusammenwohnenden Partners, werden Sie gebeten, ebenfalls eine von Ihrer Gemeindeverwaltung ausgestellte Haushaltszusammensetzung beizufügen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2006

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2961

[2006/202532]

23 JUNI 2006. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 en bij de programmadecreten van 18 december 2003 en 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 33 en 34, 2°;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij de programmadecreten van 18 december 2003 en 3 februari 2005, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 27, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 31, § 1;

Gelet op het advies CD-5i06-CWaPE-102 van de "CWaPE", gegeven op 13 september 2005;

Gelet op het advies 40.326/4 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De Richtlijnen 2003/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG en 2003/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor gas en houdende intrekking van Richtlijn 98/30/EG, inzonderheid artikel 3, worden overeenkomstig artikelen 30, paragraaf 3 en 33, ervan, gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "electriciteitsdecreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "gasdecreet": het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

Art. 3. Elke persoon vallende onder de categorieën bedoeld in de punten 1°, 2°, 4° en 6° van artikel 33, § 1, van het elektriciteitsdecreet bezorgt zijn gas- of elektriciteitsleverancier het in bijlage I bij dit besluit opgenomen document behoorlijk ingevuld door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en vergezeld van alle nodige bewijsstukken. Dit document wordt één keer per jaar hernieuwd.

Art. 4. Elke persoon vallende onder de categorie bedoeld in punt 5° van artikel 33, § 1, van het elektriciteitsdecreet bezorgt zijn gas- of elektriciteitsleverancier het in bijlage II bij dit besluit opgenomen document behoorlijk ingevuld, hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een instelling voor schuldbemiddeling erkend door het Waalse Gewest, hetzij door een schuldbemiddelaar aangewezen overeenkomstig artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek. De bewijsstukken worden bij het document gevoegd. Dit document wordt één keer per jaar hernieuwd.

Art. 5. Elke persoon vallende onder de categorie bedoeld in punt 3° van artikel 33, § 1, van het elektriciteitsdecreet bezorgt zijn gas- of elektriciteitsleverancier het in bijlage III bij dit besluit opgenomen document behoorlijk ingevuld, hetzij door het gemeentebestuur of de Rijksdienst voor pensioenen voor de personen die een inkomensgarantie voor ouderen (GRAPA) ontvangen, hetzij door het gemeentebestuur of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de personen die een uitkering voor gehandicapten ontvangen overeenkomstig de punten *b*, *c*, *d*, *e* en *f* van voormeld artikel 33. De bewijsstukken worden bij het document gevoegd. Dit document wordt om de vijf jaar hernieuwd.

Art. 6. De documenten bedoeld in de artikelen 3 tot 5 worden aan de distributienetbeheerder overgemaakt voor zover hij de beschermde afnemer bevoorraadt overeenkomstig artikel 9 van het elektriciteitsdecreet en/of artikel 9 van het gasdecreet.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt.

Namen, 23 juni 2006.

A. ANTOINE

BIJLAGE I

Jaarlijks aan de gas- of elektriciteitsleverancier over te maken document ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer

I. Personalia van de afnemer :

Naam : Voornaam :

Straat : Nr :

PC : Woonplaats :

Tel :

II. Gegevens van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn :

Verantwoordelijke :

Telefoon : Fax : e-mail :

Stempel :

Bevestigt dat de Heer en/of Mevrouw
de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft in de zin van de Waalse regelgeving.

Dit attest is één jaar geldig vanaf de ondertekening ervan.

De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer.

Het document gaat vergezeld van :

A. Een afschrift van de beslissing tot toekenning van het leefloon.

B. Een afschrift van de beslissing tot toekenning van een voorschot op een prestatie bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van § 1 van artikel 33 van het elektriciteitsdecreet.

C. Een afschrift van de beslissing tot toekenning van een tegemoetkoming die gedeeltelijk of geheel door de federale Staat wordt gedragen.

D. In geval van beslissing tot toekenning van bovenvermelde inkomens aan de onder hetzelfde dak wonende bloedverwant in opgaande of dalende lijn of aan de samenwonende persoon, gelieve ook een door het gemeentebestuur afgeleverde gezinssamenstelling bij te voegen.

Toepassing van het SPECIFIEKE SOCIAAL TARIEF

Als de afnemer de onder A, B of D vermelde uitkeringen ontvangt, geniet hij de gas- en/of elektriciteitslevering tegen de sociale maximumprijzen vastgelegd overeenkomstig het ministerieel besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie en/of het ministerieel besluit van 23 december 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie.

Wat betreft de afnemers die de onder C opgenomen uitkering ontvangen, kunnen uitsluitend de in het vreemdelingenregister ingeschreven personen met onbeperkte verblijfsvergunning in aanmerking komen voor deze levering tegen maximumprijzen.

De beschermde afnemer die door de distributienetbeheerder wordt bevoorraadt overeenkomstig artikel 9 van het elektriciteitsdecreet en/of artikel 9 van het gasdecreet komt evenwel in aanmerking voor gas- en/of elektriciteitslevering tegen de sociale maximumprijzen, ongeacht zijn hoedanigheid.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.

Namen, 23 juni 2006.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE II

**Jaarlijks aan de gas- of elektriciteitsleverancier over te maken document
ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer**

I. Personalia van de afnemer :

Naam : Voornaam :

Straat : Nr :

PC : Woonplaats :

Tel. :

Gegevens :

- van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- van de instelling voor schuldbemiddeling erkend door het Waalse Gewest;
- van de schuldbemiddelaar aangewezen overeenkomstig artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek.

Verantwoordelijke :

Telefoon : Fax : e-mail :

Stempel :

Bevestigt dat de heer en/of Mevrouw
de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft in de zin van de Waalse regelgeving.

Dit attest is één jaar geldig vanaf de ondertekening ervan.

De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer.

Het document gaat vergezeld van :

- A. Een afschrift van de beslissing tot educatieve begeleiding van financiële aard.
- B. Een afschrift van het attest betreffende de schuldbemiddeling.
- C. Een afschrift van de beschikking van toelaatbaarheid van collectieve schuldenregeling.

Toepassing van het SPECIFIEKE SOCIAAL TARIEF

Als de afnemer door de distributienetbeheerder wordt bevoorradat overeenkomstig artikel 9 van het elektriciteitsdecreet en/of artikel 9 van het gasdecreet, komt hij in aanmerking voor gas- en/of de elektriciteitslevering tegen de sociale maximumprijzen vastgelegd overeenkomstig het ministerieel besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie en/of het ministerieel besluit van 23 december 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.

Namen, 23 juni 2006.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE III

**Om de vijf jaar aan de elektriciteits- of gasleverancier over te maken document
ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer**

I. Personalia van de afnemer :

Naam : Voornaam :

Straat : Nr :

PC : Woonplaats :

Tel. :

II. Gegevens :

- van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- van het gemeentebestuur;
- van de Rijksdienst voor pensioenen;
- van de FOD sociale zekerheid;
- van het Ministerie van Sociale Zaken.

Verantwoordelijke :

Telefoon : Fax : e-mail :

Stempel :

Bevestigt dat de heer en/of Mevrouw
de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft in de zin van de Waalse regelgeving.

- De hoedanigheid van beschermde afnemer heeft in de zin van de Waalse regelgeving.
- In aanmerking komt voor gas- en/of de elektriciteitslevering tegen de sociale maximumprijzen (specifiek sociaal tarief), vastgelegd overeenkomstig het ministerieel besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie en/of het ministerieel besluit van 23 december 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie.

Dit attest moet om de vijf jaar aan de leverancier worden overgemaakt.

De afnemer moet de leverancier schriftelijk verwittigen binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer.

Dit document gaat vergezeld van :

A. Een afschrift van de beslissing tot toekenning van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en/of de inkomensgarantie voor ouderen (GRAPA).

B. Een afschrift van de beslissing van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (Zwarte lievrouw) die een inkomensvervangende tegemoetkoming toekent.

C. Een afschrift van de beslissing van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (Zwarte lievrouw) die een integratietegemoetkoming toekent voor gehandicapten die onder de categorieën II, III of IV vallen.

D. Een afschrift van de beslissing van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (Zwarte lievrouw) die een tegemoetkoming voor bijstand aan bejaarden toekent.

E. Een afschrift van de beslissing van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (Zwarte lievrouw) die een tegemoetkoming aan gehandicapten toekent wegens voortdurende arbeidsongeschiktheid of minstens 65 % invaliditeit.

F. Een afschrift van de beslissing van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (Zwarte lievrouw) die een tegemoetkoming voor de bijstand van een derde persoon toekent.

G. In geval van een beslissing tot toekenning van bovenvermelde inkomens aan de bloedverwant in opgaande of dalende lijn die onder hetzelfde dak woont of aan de samenwonende persoon, gelieve ook een door het gemeentebestuur afgeleverde gezinssamenstelling bij te voegen.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.

Namen, 23 juni 2006.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2962

[2006/202531]

23 JUIN 2006. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par les décrets-programmes du 18 décembre 2003 et du 3 février 2005, notamment les articles 32, alinéa 1^{er}, 2^o, et 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment les articles 34, § 6, et 35, § 4;

Vu l'avis CD-5i06-CWaPE-102 de la CWaPE du 13 septembre 2005;

Vu l'avis 40.324/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté assure partiellement la transposition de la Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement de son article 3, conformément à son article 33, § 3.

Art. 2. En exécution de l'article 34, § 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, ci-après "l'arrêté", la procédure de placement d'un compteur à budget, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1^o mentionne la date et la plage horaire du placement du compteur à budget;

2^o mentionne l'obligation de placer le compteur à budget dans un délai de vingt jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3^o mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2^o;